

(N° 271.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 MAI 1920.

Projet de loi

**portant établissement d'un droit proportionnel pour la mise
au rôle des causes contentieuses dans les cours et tri-
bunaux.**

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

Aux termes des articles 23 et 47 de la loi du 22 frimaire an VII, 30 et 68 de la loi du 23 mars 1891, il ne peut être fait usage en justice soit dans les pièces des procédures, soit dans les jugements et arrêts, d'aucun acte sous seing privé, qu'il n'ait été préalablement soumis au timbre et à la formalité de l'enregistrement.

L'application stricte de ces dispositions a donné lieu de tout temps à de vives récriminations, par le motif qu'elle occasionne aux plaideurs des frais qui sont souvent hors de toute proportion avec l'intérêt engagé dans le litige. Un procès est-il intenté pour obtenir le paiement d'une somme minime, 1,000 francs par exemple, formant le solde du prix d'un marché pour fournitures s'élevant à 100,000 francs, la demande n'est recevable en justice que si l'acte sous seing privé, invoqué comme formant titre du contrat, a subi la formalité de l'enregistrement et a, conséquemment, acquitté le droit de 2.70 francs p. c. sur le prix *total* de 100,000 francs. Cette perception doit nécessairement apparaître, même aux gens épris de fiscalité, comme absolument excessive. Aussi les juges ont-ils cherché depuis longtemps à tempérer la rigueur de la loi ; dans cet ordre d'idées, ils n'ont pas hésité à qualifier de conventions *verbales* des conventions qui, en réalité, étaient constatées par écrit.

Il y a là une situation à laquelle il importe de mettre fin. Les magistrats, qui ont pour mission d'assurer le respect de la loi ne peuvent se prêter à éluder des dispositions de la loi fiscale. D'autre part, il importe que les citoyens puissent faire valoir leurs droits en justice sans avoir à payer au

Trésor public des sommes qui soient hors de proportion avec l'importance du service qui leur est rendu.

Cédant à ces considérations et animés du souci de concilier les intérêts du Trésor et ceux des particuliers, il nous a paru expédient de reviser les dispositions susvisées des lois du 22 frimaire an VII et du 23 mars 1891.

Tel est le but du projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations et dont nous allons exposer l'économie en quelques mots.

D'après la loi du 25 novembre 1889 sur les droits de greffe, il est perçu, au profit de l'État, pour la mise au rôle des causes contentieuses un droit fixe dont le taux varie suivant la juridiction devant laquelle le litige est porté : ce droit est de 2 francs dans les justices de paix, de 4.50 francs dans les tribunaux de commerce, de 6 francs dans les tribunaux de première instance, de 12 francs dans les cours d'appel et à la cour de cassation.

Il nous a semblé que l'on pourrait, sans aucun inconvénient, substituer aux droits fixes préindiqués un léger droit proportionnel, qui serait liquidé sur le montant de la demande, et dont le taux serait fixé, comme actuellement, d'après la juridiction devant laquelle doit se dérouler le débat.

Moyennant le paiement de cette taxe proportionnelle, de ce droit d'entrée au prétoire, les plaideurs pourraient faire usage en justice des écrits sous seing privé sur lesquels ils basent leur demande ou leur défense, sans être tenus de les faire timbrer ni enregistrer, à l'exception, toutefois, des actes sous seing privé qui, d'après la législation en vigueur, sont sujets à la formalité de l'enregistrement dans un délai déterminé — tels les actes faisant titre d'une vente ou d'un bail *d'immeubles*, — ainsi que des écrits qui doivent être dressés sur papier timbré au moment même de leur rédaction.

En réalité, le projet n'établit pas un impôt nouveau, mais se borne à créer une taxe qui conserve le caractère de droit de greffe et qui remplace les droits fixes actuellement perçus pour l'inscription des causes contentieuses au rôle des cours et tribunaux.

De ce que la nouvelle taxe remplace les droits de mise au rôle actuellement perçus, il s'ensuit qu'elle est soumise aux mêmes règles d'exigibilité que ces droits, et que les causes d'exemption sont les mêmes que sous l'empire de la législation en vigueur. C'est ainsi, notamment, que les poursuites en expulsion de locataires, qui constituent des causes urgentes, les référés, les demandes incidentes, les reprises d'instance, les demandes en péremption, les oppositions à jugements par défaut qui, actuellement, sont exempts du droit de mise au rôle seront affranchis du droit proportionnel nouveau, sans que néanmoins les parties litigantes soient tenues de faire timbrer ni enregistrer les écrits désignés à l'article 6 du projet qu'elles invoqueront au cours des procédures. De même, comme actuellement, les causes radiées seront réinscrites gratuitement.

De même aussi, la liquidation du droit nouveau s'effectuera en *débet*, dans tous les cas où actuellement la perception du droit fixe de mise au rôle a lieu en *débet*.

L'article 3 du projet vise les litiges qui ne sont pas susceptibles d'évaluation, tels ceux qui portent sur des questions d'état (voir loi 23 mars 1876,

art. 36). Cette disposition fixe le droit de mise au rôle à cinq fois le droit minimum qui peut être dû en vertu de l'article 1^{er}; ainsi, une demande de divorce donnera lieu à la perception d'un droit de 35 francs (7×5).

Quelque généraux que soient les termes dans lesquels est conçu l'article 6 du projet, il va de soi qu'il ne dispense pas la partie qui sollicite le redressement de griefs qu'elle prétend lui avoir été infligés par un jugement rendu par une juridiction inférieure, de mettre le tribunal d'appel à même de statuer sur cette demande par la production d'une expédition *en due forme* du jugement attaqué.

Enfin, si les citations et les assignations doivent, sans aucun doute, être rangées parmi les actes de procédure dont il est question à l'article 6 du projet, il n'en est pas de même des exploits qui n'ont pas le caractère d'*ajournement*, tels les somimations et les commandements.

Telle est l'économie générale des dispositions qui vous sont soumises et qui nous ont été dictées par le souci de faire œuvre immédiate et pratique.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Justice,

ÉMILE VANDERVELDE.



4)

PROJET DE LOI

portant établissement d'un droit proportionnel pour la mise au rôle des causes contentieuses dans les cours et tribunaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres des Finances et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Finances et de la Justice sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les droits fixes établis par la loi du 25 novembre 1889, pour la mise au rôle des causes dans les cours et tribunaux, sont remplacés par un droit proportionnel dont la quotité est fixée ainsi qu'il suit :

Dans les justices de paix, 3 francs par 1,000 francs, sans fraction;

Dans les tribunaux de commerce, 5 francs par 1,000 francs, sans fraction;

Dans les tribunaux de première instance, 7 francs par 1,000 francs, sans fraction;

Dans les cours d'appel et à la cour

ONTWERP VAN WET

houdende vestiging van een evenredig recht voor het ter rolle brengen der betwistbare zaken in de hoven en rechtbanken.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Financiën en van Justitie zijn gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

De vaste rechten, vastgesteld bij de wet van 25 November 1889, voor het ter rolle brengen der zaken in de hoven en rechtbanken, worden vervangen door een evenredig recht waarvan de hoegrootheid bepaald is als volgt :

In de vredegerichten, 3 frank per 1,000 frank, zonder breuk;

In de rechtbanken van koophandel, 5 frank per 1,000 frank, zonder breuk;

In de rechtbanken van eersten aanleg, 7 frank per 1,000 frank, zonder breuk;

In de beroepshoven en in het ver-

de cassation, 10 francs par 1,000 fr., sans fraction.

ART. 2.

Le droit est liquidé sur le montant de la somme ou sur la valeur de la chose qui fait l'objet de la demande en justice.

La base imposable est déterminée dans l'acte introductif d'instance et, à défaut, dans une déclaration souscrite, sur papier non timbré, par la partie ou son fondé de pouvoir, suivant le mode établi par le Code de procédure civile pour la compétence et le ressort.

En cas d'augmentation du chiffre de la demande par conclusions, le montant de la demande additionnelle est ajouté au chiffre de la demande primitive et le droit est liquidé sur le total, sauf déduction du droit qui a été payé pour la demande primitive.

ART. 3.

Dans le cas où la demande a pour objet une chose qui, de sa nature, n'est pas appréciable en argent, le droit est fixé à cinq fois le droit minimum qui peut être dû d'après l'article premier.

ART. 4.

L'État est recevable à prouver par tous moyens, à l'exception du serment, l'insuffisance de la valeur déclarée en conformité de l'article 2. Il est dû, le cas échéant, à titre d'amende une somme égale à trois fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure respectivement à 100 francs, à 200 francs, à 300 francs et à 400 francs selon qu'il s'agit d'une cause introduite devant la

brekingshof, 10 frank per 1,000 frank, zonder breuk.

ART. 2.

Het recht wordt verevend op het bedrag van de som of op de waarde van de zaak die het voorwerp van den eisch in rechte uitmaakt.

De belastbare grondslag wordt bepaald in de akte van rechtsingang en, bij gebreke daarvan, in eene aangifte op ongezegeld papier, door de partij of haren gevolmachtigde onderschreven, naar de wijze door het Wetboek van burgerlijke rechtspleging vastgesteld voor de bevoegdheid en het gebied.

In geval van verhooging van het cijfer van den eisch bij besluiten, wordt het bedrag van den bijgevoegden eisch gevoegd bij het cijfer van den oorspronkelijken eisch en wordt het recht over het totaal geheven, behoudens aftrekking van het recht dat voor den oorspronkelijken eisch betaald werd.

ART. 3.

Ingeval de eisch een voorwerp ten doel heeft dat, wegens zijnen aard, niet in geld kan worden begroot, wordt het recht bepaald op vijfmaal het minimumrecht dat volgens artikel 1 verschuldigd kan zijn.

ART. 4.

De Staat is ontvankelijk om door alle middelen, met uitzondering van den eed, de ontoereikendheid der overeenkomstig artikel 2 aangegeven waarde te bewijzen. Desvoorkomend is, ten titel van boete, eene som verschuldigd gelijk aan driemaal het ontdoken recht, zonder dat zij onderscheidenlijk beneden 100 frank, 200 frank, 300 frank en 400 frank moge zijn, naar gelang het

justice de paix, le tribunal de commerce, le tribunal de première instance, la cour d'appel ou la cour de cassation.

ART. 5.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement sur une demande sujette à la perception d'un droit de mise au rôle avant que le droit ait été acquitté.

ART. 6.

Par dérogation aux articles 23 et 47 de la loi du 22 frimaire an VII, 30 et 68 de la loi du 23 mars 1891, il peut être fait usage dans les actes des procédures contentieuses — y compris les jugements et arrêts — suivies devant les cours et tribunaux désignés à l'article 1^{er}, de tous actes ou écritures non soumis au droit de timbre au moment de leur rédaction et non assujettis à l'enregistrement dans un délai de rigueur, sans qu'ils soient timbrés ni enregistrés.

ART. 7.

Disposition transitoire.

Les dispositions des articles précédents seront applicables aux instances contentieuses actuellement en cours qui ne seront pas terminées par un jugement ou arrêt statuant au fond à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Le cas échéant, le nouveau droit ne sera perçu que sous déduction du droit de mise au rôle qui a été acquitté en

eene zaak geldt aangelegd voor het vredegerecht, de rechtbank van koop-handel, de rechtbank van eersten aanleg, het beroepshof of het verbrekingshof.

ART. 5.

Het is den rechters verboden eenig vonnis te wijzen nopens eenen eisch onderworpen aan de heffing van een recht tot brenging ter rolle, vooraleer het recht betaald is.

ART. 6.

Met afwijking van de artikelen 23 en 47 der wet van 22 frimaire jaar VII, 30 en 68 der wet van 23 Maart 1891, kan in de acten der betwistbare rechtsvorderingen — met inbegrip van de vonnissen en arresten — voor de in artikel 1 aangeduide hoven en rechtbanken gevolgd, gebruik worden gemaakt van om 't even welke acten of geschriften, die op het oogenblik hunner opstelling niet aan het zegelrecht onderworpen en binnen een bepaalden termijn niet aan registratie onderhevig zijn, zonder dat zij gezegeld of geregistreerd zijn.

ART. 7.

Overgangsbepaling.

De bepalingen der voorgaande artikelen zijn van toepassing op de thans aangelegde betwistbare rechtsgedingen, die, op den datum van de inwerking-treding dezer wet niet zullen beëindigd zijn bij een vonnis of bij een arrest, uitspraak doende over den grond der zaak.

Desgevallende wordt het nieuw recht niet geïnd dan na aftrek van het recht voor ter rolle brenging, dat overeen-

conformité de la loi du 25 novembre 1889.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement dans les instances rentrant dans les prévisions des deux alinéas qui précèdent, avant que le droit supplémentaire éventuellement dû ait été acquitté.

Donné à Laeken, le 8 mai 1920.

komstig de wet van 25 November 1889 werd betaald.

Het is den rechters verboden om 't even welk vonnis te wijzen in rechtsgedingen vallende onder toepassing van hetgeen bij de twee voorgaande leden wordt voorzien, alvorens het desvoorkomend verschuldigd aanvullend recht betaald geworden zij.

Gegeven te Laken, den 8 Mei 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

LÉON DÉLACROIX.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

ÉMILE VANDERVELDE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MEI 1920.

Ontwerp van wet

houdende vestiging van een evenredig recht voor het ter rolle brengen der betwistbare zaken, in de hoven en rechtbanken

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEREN,

Luidens de artikelen 23 en 47 der wet van 22^e Frimaire jaar VII, 30 en 68 der wet van 25^e Maart 1891, mag in rechte geen gebruik worden gemaakt, 't zij in de bescheiden der rechtsplegingen, 't zij in de vonnissen en arresten, van eenigerlei onderhandsche acte, tenzij vooraf aan het zegel en aan de formaliteit der registratie onderworpen te zijn geworden.

De stipte toepassing dezer bepalingen heeft, te allen tijde, aanleiding gegeven tot hevige klachten, om reden dat zij aan de pleiters onkosten veroorzaakt, welke dikwijls buiten alle verhouding staan tot het bij 't geding betrokken belang. Wordt een proces ingespannen om de betaling te bekomen eener geringe som, 1,000 frank bij voorbeeld, het saldo vertegenwoordigende van eene verbintenis voor leveringen beloopende 100,000 frank, dan is de eisch slechts in rechte ontvankelijk wanneer de onderhandsche acte, waarop men zich als titel van het contract beroept, aan de formaliteit der registratie werd onderworpen en bijgevolg daarop het recht van 2.70 fr. t. h. over den *totalen* prijs van 100,000 frank werd voldaan. Deze heffing moet noodzakelijk volstrekt overdreven schijnen, zelfs aan de van fiscaliteit doordrongen lieden. Ook hebben de rechters sedert lang gezocht om de strengheid der wet te temperen; in dezen gedachtengang hebben zij niet geaarzeld als *mondelinge* verbintenissen overeenkomsten te betitelen, welke, in de werkelijkheid, schriftelijk bekrachtigd waren.

Aan dien toestand dient een einde gesteld te worden. De magistraten, die tot plicht hebben de wet te doen eerbiedigen, mogen de hand niet leenen aan ontduiking van de bepalingen der fiskale wet. Anderdeels, de burgers behooren hunne rechten voor het gerecht te kunnen doen gelden, zonder

aan de openbare schatkist sommen te moeten betalen, welke buiten verhouding zijn tot de beteekenis van den hun bewezen dienst.

Toegevende aan die beschouwingen, en bezorgd om de belangen der schatkist en die van de particulieren overeen te brengen, is het ons doelmatig gebleken de hooger vermelde bepalingen der wetten van 22^e Frimaire jaar VII en van 25^e Maart 1891 te herzien.

Zulks is het doel van het wetsontwerp, dat wij de eer hebben aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, en waarvan wij de strekking in korte woorden zullen toelichten.

Volgens de wet van 25^e November 1889 op de griffierechten, wordt ten bate van den Staat, voor het ter rolle brengen der betwiste zaken, een vast recht geheven, waarvan het bedrag wisselt volgens de rechtsmacht voor dewelke het geding gebracht wordt : dit recht beloopt 2 frank in de vrederechten, 4.50 frank in de rechtbanken van koophandel, 6 frank in de rechtbanken van eersten aanleg, 12 frank in de beroepshoven en in het verbrekingshof.

Onzes dunks, konden zonder bezwaren hoogervermelde vaste rechten worden vervangen door een licht evenredig recht, hetwelk over het beloop van den eisch zou verevend worden en waarvan het bedrag, zooals thans, volgens de rechtsmacht voor dewelke het geschil zal afloopen, zou bepaald worden.

Tegen betaling van die evenredige taxe, van dit inkomrecht in het gerechtshof, zouden de pleiters in rechte mogen gebruik maken der onderhandsche schrifturen, waarop zij hunne vordering of hun verweer steunen, zonder verplicht te zijn ze aan het zegel te doen onderwerpen of ze te doen registreeren, uitgezonderd, nochtans, wat betreft de onderhandsche acten, welke, volgens de in-zwang zijnde wetgeving, binnen een bepaalden termijn aan de formaliteit der registratie onderhevig zijn — zooals de acten welke titel vormen van eenen verkoop of van eene verpachting van *onroerende goederen* —, en de geschriften welke op het oogenblik zelf hunner opstelling, op gezegeld papier dienen opgemaakt te worden.

In werkelijkheid vestigt het ontwerp geene nieuwe belasting, maar het bepaalt zich er toe eene taxe in het leven te roepen, dewelke het karakter van griffierecht behoudt, en dewelke de vaste rechten vervangt, die thans worden geheven voor het brengen van de betwistbare zaken ter rolle der hoven en rechtbanken.

Daar de nieuwe taxe de thans geheven rechten van het ter rolle brengen vervangt, wordt zij als dusdanig aan dezelfde regels van invorderbaarheid als deze rechten onderworpen, en zijn de oorzaken van vrijstelling dezelfde als onder de heerschappij der van kracht zijnde wetgeving. Zoo, namelijk, zullen de vervolgingen tot uitdrijving van huurders, dewelke spoedeisende zaken zijn, de kortgedingen, de tusschenopkomende eischen, het uitstel van rechtsgeding, de eischen tot verval van den aanleg, het verzet tegen bij verstek gewezen vonnissen, die thans vrij zijn van het recht van bringing ter rolle, eveneens van het nieuw evenredig recht vrijgesteld zijn, zonder, nochtans, dat de betwistende partijen verplicht zijn tot het doen zegelen of

registreeren der onder artikel 6 van het ontwerp vermelde geschriften, waarop zij zich in den loop der rechtspleging zullen beroepen. Zoo ook zullen, als thans, de doorgehaalde zaken kosteloos heringeschreven worden.

Desgelijks nog, zal de verevening van het nieuw recht in *debet* gedaan worden, in al de gevallen waarin thans het vast recht van ter rolle brenging in *debet* geschiedt.

Artikel 3 van het ontwerp beoogt de geschillen welke niet voor raming vatbaar zijn, zooals die, welke betrekking hebben op vraagstukken van staat (zie wet van 23 Maart 1876, art. 36). Die bepaling stelt het recht van ter rolle brenging op vijfmaal het minimum recht desgevallend verschuldigd krachtens artikel een; zoo zal een eisch tot echtscheiding aanleiding geven tot de heffing van een recht van 33 frank (7 × 5).

Hoe algemeen ook de bewoordingen wezen waarin artikel 6 van het ontwerp ingekleed is, spreekt het van zelf, dat het de partij, die de herstelling aanvraagt van ongelijk dat zij beweert haar te zijn aangedaan door een vonnis gewezen door eene mindere rechtsmacht, niet ontheft van de verplichting het beroepshof in staat te stellen om over dezen eisch te beslissen, door overlegging van een afschrift, in behoorlijken vorm, van het bestreden vonnis.

Ten slotte, indien de dagvaardigingen ongetwijfeld onder de acten van rechtspleging, waarvan sprake onder artikel 6 van het ontwerp, moeten gerangschikt worden, is zulks niet het geval voor de exploiten welke niet het karakter van verdaging hebben, zooals de aanmaningen en de bevelen.

Dit is het algemeen gehalte der U onderworpen bepalingen, welke ons werden ingegeven door de bezorgdheid dadelijk een praktisch werk op touw te zetten.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

PROJET DE LOI

portant établissement d'un droit proportionnel pour la mise au rôle des causes contentieuses dans les cours et tribunaux.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres des Finances et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Finances et de la Justice sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les droits fixes établis par la loi du 25 novembre 1889, pour la mise au rôle des causes dans les cours et tribunaux, sont remplacés par un droit proportionnel dont la quotité est fixée ainsi qu'il suit :

Dans les justices de paix, 3 francs par 1,000 francs, sans fraction;

Dans les tribunaux de commerce, 5 francs par 1,000 francs, sans fraction;

Dans les tribunaux de première instance, 7 francs par 1,000 francs, sans fraction;

Dans les cours d'appel et à la cour

ONTWERP VAN WET

houdende vestiging van een evenredig recht voor het ter rolle brengen der betwistbare zaken in de hoven en rechtbanken.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Financiën en van Justitie zijn gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

De vaste rechten, vastgesteld bij de wet van 25 November 1889, voor het ter rolle brengen der zaken in de hoven en rechtbanken, worden vervangen door een evenredig recht waarvan de hoogte bepaald is als volgt :

In de vrederechten, 3 frank per 1,000 frank, zonder breuk;

In de rechtbanken van koophandel, 5 frank per 1,000 frank, zonder breuk;

In de rechtbanken van eersten aanleg, 7 frank per 1,000 frank, zonder breuk;

In de beroepshoven en in het ver-

de cassation, 10 francs par 1,000 fr., sans fraction.

ART. 2.

Le droit est liquidé sur le montant de la somme ou sur la valeur de la chose qui fait l'objet de la demande en justice.

La base imposable est déterminée dans l'acte introductif d'instance et, à défaut, dans une déclaration souscrite, sur papier non timbré, par la partie ou son fondé de pouvoir, suivant le mode établi par le Code de procédure civile pour la compétence et le ressort.

En cas d'augmentation du chiffre de la demande par conclusions, le montant de la demande additionnelle est ajouté au chiffre de la demande primitive et le droit est liquidé sur le total, sauf déduction du droit qui a été payé pour la demande primitive.

ART. 3.

Dans le cas où la demande a pour objet une chose qui, de sa nature, n'est pas appréciable en argent, le droit est fixé à cinq fois le droit minimum qui peut être dû d'après l'article premier.

ART. 4.

L'État est recevable à prouver par tous moyens, à l'exception du serment, l'insuffisance de la valeur déclarée en conformité de l'article 2. Il est dû, le cas échéant, à titre d'amende une somme égale à trois fois le droit éludé, sans qu'elle puisse être inférieure respectivement à 100 francs, à 200 francs, à 300 francs et à 400 francs selon qu'il s'agit d'une cause introduite devant la

brekingshof, 10 frank per 1,000 frank, zonder breuk.

ART. 2.

Het recht wordt verevend op het bedrag van de som of op de waarde van de zaak die het voorwerp van den eisch in rechte uitmaakt.

De belastbare grondslag wordt bepaald in de akte van rechtsingang en, bij gebreke daarvan, in eene aangifte op ongezegeld papier, door de partij of haren gevolmachtigde onderschreven, naar de wijze door het Wetboek van burgerlijke rechtspleging vastgesteld voor de bevoegdheid en het gebied.

In geval van verhooging van het cijfer van den eisch bij besluiten, wordt het bedrag van den bijgevoegden eisch gevoegd bij het cijfer van den oorspronkelijken eisch en wordt het recht over het totaal geheven, behoudens aftrekking van het recht dat voor den oorspronkelijken eisch betaald werd.

ART. 3.

Ingeval de eisch een voorwerp ten doel heeft dat, wegens zijnen aard, niet in geld kan worden begroot, wordt het recht bepaald op vijfmaal het minimumrecht dat volgens artikel 1 verschuldigd kan zijn.

ART. 4.

De Staat is ontvankelijk om door alle middelen, met uitzondering van den eed, de ontoereikendheid der overeenkomstig artikel 2 aangegeven waarde te bewijzen. Desvoorkomend is, ten titel van boete, eene som verschuldigd gelijk aan driemaal het ontdoken recht, zonder dat zij onderscheidenlijk beneden 100 frank, 200 frank, 300 frank en 400 frank moge zijn, naar gelang het

justice de paix, le tribunal de commerce, le tribunal de première instance, la cour d'appel ou la cour de cassation.

ART. 5.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement sur une demande sujette à la perception d'un droit de mise au rôle avant que le droit ait été acquitté.

ART. 6.

Par dérogation aux articles 23 et 47 de la loi du 22 frimaire an VII, 30 et 68 de la loi du 25 mars 1891, il peut être fait usage dans les actes des procédures contentieuses — y compris les jugements et arrêts — suivies devant les cours et tribunaux désignés à l'article 1^{er}, de tous actes ou écritures non soumis au droit de timbre au moment de leur rédaction et non assujettis à l'enregistrement dans un délai de rigueur, sans qu'ils soient timbrés ni enregistrés.

ART. 7.

Disposition transitoire.

Les dispositions des articles précédents seront applicables aux instances contentieuses actuellement en cours qui ne seront pas terminées par un jugement ou arrêt statuant au fond à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Le cas échéant, le nouveau droit ne sera perçu que sous déduction du droit de mise au rôle qui a été acquitté en

eene zaak geldt aangelegd voor het vredegerecht, de rechtbank van koop-handel, de rechtbank van eersten aanleg, het beroepshof of het verbrekingshof.

ART. 5.

Het is den rechters verboden eenig vonnis te wijzen nopens eenen eisch onderworpen aan de heffing van een recht tot brenging ter rolle, vooraleer het recht betaald is.

ART. 6.

Met afwijking van de artikelen 23 en 47 der wet van 22 frimaire jaar VII, 30 en 68 der wet van 25 Maart 1891, kan in de acten der betwistbare rechtsvorderingen — met inbegrip van de vonnissen en arresten — voor de in artikel 1 aangeduide hoven en rechtbanken gevolgd, gebruik worden gemaakt van om 't even welke acten of geschriften, die op het oogenblik hunner opstelling niet aan het zegelrecht onderworpen en binnen een bepaalden termijn niet aan registratie onderhevig zijn, zonder dat zij gezegeld of geregistreerd zijn.

ART. 7.

Overgangsbepaling.

De bepalingen der voorgaande artikelen zijn van toepassing op de thans aangelegde betwistbare rechtsgedingen, die, op den datum van de inwerking-treding dezer wet niet zullen beëindigd zijn bij een vonnis of bij een arrest, uitspraak doende over den grond der zaak.

Desgevallende wordt het nieuw recht niet geïnd dan na aftrek van het recht voor ter rolle brenging, dat overeen-

conformité de la loi du 25 novembre 1889.

Il est fait défense aux juges de prononcer aucun jugement dans les instances rentrant dans les prévisions des deux alinéas qui précèdent, avant que le droit supplémentaire éventuellement dû ait été acquitté.

Donné à Laeken, le 8 mai 1920.

komstig de wet van 25 November 1889 werd betaald.

Het is den rechters verboden om 't even welk vonnis te wijzen in rechtsgedingen vallende onder toepassing van hetgeen bij de twee voorgaande leden wordt voorzien, alvorens het desvoorkomend verschuldigd aanvullend recht betaald geworden zij.

Gegeven te Laken, den 8 Mei 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

ÉMILE VANDERVELDE.

